



**NATIONS  
UNIES**



## **Convention sur la lutte contre la désertification**

Distr.  
LIMITÉE

ICCD/COP(7)/L.17/Rev.1  
28 octobre 2005

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

### **CONFÉRENCE DES PARTIES**

Septième session

Nairobi, 17-28 octobre 2005

Point 7 b) de l'ordre du jour

#### **EXAMEN, EN APPLICATION DES ALINÉAS *a* ET *b* DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 22 ET DE L'ARTICLE 26 DE LA CONVENTION, DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION ET DU FONCTIONNEMENT DES ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS CORRESPONDANTS**

**Étude de procédures ou de mécanismes institutionnels additionnels susceptibles d'aider  
la Conférence des Parties à examiner régulièrement la mise en œuvre de la Convention,  
y compris l'examen mentionné au paragraphe 4 de la décision 1/COP.5**

Projet de décision soumis par le Président du Comité plénier

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les alinéas *a* et *b* de l'article 22 ainsi que l'article 26 de la Convention,

*Rappelant aussi* ses décisions 1/COP.5 et 7/COP.6 sur l'examen de procédures ou  
mécanismes institutionnels additionnels susceptibles de l'aider à examiner régulièrement la mise  
en œuvre de la Convention,

*Prenant acte* du rapport du secrétariat publié sous la cote ICCD/COP(7)/3,

*Prenant note* des résultats des sessions tenues à ce jour par le Comité chargé de l'examen  
de la mise en œuvre de la Convention (CRIC),

1. *Décide* de reconduire le mandat du CRIC en tant qu'organe subsidiaire de la Conférence des Parties jusqu'à la fin de la huitième session de la Conférence;
2. *Décide aussi* qu'à sa huitième session elle étudiera la possibilité de réviser et reconduire les fonctions du Comité exposées à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de son mandat, à la lumière des enseignements tirés de l'examen d'ensemble du Comité;
3. *Invite* les Parties et les interlocuteurs du CRIC, y compris la société civile, à envoyer au secrétariat leurs réponses aux questions posées dans le document ICCD/COP(7)/3 au moins six mois avant la huitième session de la Conférence et *prie* le secrétariat de faire la synthèse de ces réponses, pour examen par les Parties à la huitième session;
4. *Décide en outre* qu'à sa huitième session elle examinera le mandat, le fonctionnement et le programme des réunions du Comité, en vue d'y apporter les changements qui pourraient se révéler nécessaires, y compris la révision des modalités de fonctionnement du Comité en tant qu'organe subsidiaire;
5. *Prie* le secrétariat, agissant en consultation avec le Président du CRIC, d'établir le projet d'ordre du jour et d'organisation des travaux de la cinquième session du Comité conformément à la décision 1/COP.5, de façon à favoriser au maximum l'échange de données sur les meilleures pratiques, l'expérience acquise et les enseignements tirés par les Parties et les observateurs, tout en veillant à une meilleure utilisation du temps et de l'argent consacrés aux réunions du CRIC.

-----